



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Défis de l'agriculture

A chacun son tour de piste...

Pour la rentrée, une multitude de conférences publiques, congrès internationaux et séminaires sont annoncés sur les défis de l'agriculture pour nourrir les populations et assurer sa durabilité. Ouverture des feux fin août à Zurich, avec le très huppé congrès de l'Association Européenne des Agro-économistes (EAAE2011), «Changement et Incertitude: Défis pour l'agriculture, l'alimentation et les ressources naturelles» organisé par Agroscope et l'EPF-Zurich. Il est parrainé par l'OFAG, Syngenta, Nestlé, l'USP, Coop, Fenaco, Julius Baer, Emmi, la coopération suisse, etc. Nous pourrions notamment écouter Pascal Lamy, grand patron de l'OMC, des scientifiques de renom, visiter Syngenta ou les laboratoires OGM d'Agroscope. Et même assister à un événement d'agro-investissement... mais il faudra auparavant déboursier 700 Frs. Entre septembre et octobre, la Confédération invite à trois événements sur le développement durable et la stratégie climatique de l'agriculture. Mi-septembre, c'est au tour des ONG de convier leurs hôtes à la réflexion: la Déclaration de Berne sur les brevets dans l'agriculture et Swissaid pour deux jours de conférences-débats à Berne et Genève sur la recherche pour les systèmes agricoles et alimentaires de demain.

La Suisse se veut active dans le domaine de la sécurité alimentaire globale et dans l'amélioration de la durabilité de l'agriculture: elle soutient financièrement l'initiative de la FAO en faveur de l'économie verte, elle a signé la Charte mondiale de la recherche sur le gaz à effet de serre en agriculture et finance, au travers de la direction du développement et de la coopération (DDC), le vaste «Programme



Lunettes pour scruter les perspectives agricoles, fabriquées par Jakob Alt (section ZH) et offertes symboliquement par Uniterre au Conseiller fédéral en charge de l'agriculture J. Schneider-Ammann

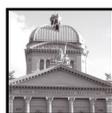
global Sécurité alimentaire» (PGSA).

Si les décideurs, les scientifiques et les acteurs des ONG monopolisent les podiums, il y aura une constante à tous ces événements: l'absence - au mieux une nette minorité - des paysan-ne-s...

Pourtant ces derniers ne sont pas inactifs sur ces questions: ils mènent des réflexions et font des propositions concrètes au niveau suisse comme européen! Regroupés au sein de la Coordination européenne Via Campesina, mais également associés à un réseau d'organisations environnementales et de développement, de scientifiques et de mouvements de la société civile, ils ont organisé tous ensemble et à cette même période, un forum européen sur la souveraineté

alimentaire en Autriche. Les modèles de production et d'approvisionnement durables et les attentes vis-à-vis de la recherche scientifique ont compté parmi les thèmes majeurs. Plus de 150 paysans provenant de 34 pays se sont rendus à cet événement. Et au quotidien, ils agissent, passent de la théorie à la pratique en mettant en oeuvre toute une série de projets.

Pourquoi n'arrivons-nous pas à rendre nos événements en Suisse plus transversaux? Tant dans l'interdisciplinarité que dans la diversité des intervenant-e-s en sachant mélanger intelligemment les femmes et hommes de terrain, les scientifiques et les politiques... C'est dans la mixité que la richesse est en mesure de s'exprimer.



Pacte agricole

Élection fédérales

Page 2



Marché laitier

ZH: 1 franc par litre

Page 3



Entretien

Christine Gerber

Pages 4 et 5



Uniterre

Etude indépendante

Page 7

POLITIQUE AGRICOLE - ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Pour une agriculture citoyenne basée sur la souveraineté alimentaire

A l'occasion des élections fédérales de cet automne, Uniterre a envoyé à tous les candidat-e-s des 10 cantons dans lesquels il est représenté, un pacte que chaque candidat peut signer. Pour Uniterre, ce pacte permet d'une part de présenter ses visions et d'autre part d'identifier les candidat-e-s qui soutiennent notre projet. Si elles sont élues, ces personnes pourront devenir des interlocuteurs privilégiés d'Uniterre sous la coupole fédérale. Le contenu du pacte se trouve ci-dessous et vous pouvez télécharger l'ensemble du document sur notre site internet. Dans chaque canton, des soirées sont organisées avec les candidat-e-s! Venez en débattre avec eux!

Uniterre soutient une agriculture paysannerémunératrice et de proximité. Lors de négociations commerciales, les éléments tels que la qualité, la quantité, le calendrier, le prix et les acomptes (QOCPA) doivent être définis à l'avance.

La fonction première de l'agriculture est de nourrir la population. Ce rôle doit à la fois répondre aux attentes légitimes de la société et assurer un revenu juste aux paysan-ne-s. C'est pourquoi nous avons la volonté de privilégier la qualité plutôt que la quantité. Les volumes de production doivent être gérés pour éviter les excédents structurels. Concernant le lait par exemple, Uniterre prône une gestion globale des quantités au niveau national, afin d'obtenir un prix rémunérateur pour les paysan-ne-s tout en satisfaisant les besoins des consommateurs.

Pour ce faire, nous demandons entre autres:

- De renforcer la position des producteurs sur le marché leur permettant ainsi de mieux négocier des prix équitables; par ex. en renforçant leur place dans les interprofessions. Ces dernières pourraient leur donner mandat pour gérer les quantités.

- De mettre en place des conditions-cadres permettant une juste répartition des marges au sein de la filière agro-alimentaire.

- D'encourager les initiatives paysannes visant à obtenir un prix rémunérateur; à l'exemple du mouvement «par litre de lait; 1 Fr pour le paysan».

- De soutenir les initiatives - à l'image de l'agriculture contractuelle de proximité ou des marchés paysans - permettant la valorisation de filières courtes durables (production, transformation et commercialisation), génératrices d'emplois rémunérateurs et respectueuses des ressources naturelles.

Uniterre promeut le concept de la souveraineté alimentaire comme alternative au libre-échange. Nous estimons qu'il est le seul à même de garantir l'accès à une alimentation saine pour toutes et tous et un développement durable partout.

A l'instar des 170 organisations paysannes qui ont adhéré à La Via Campesina, nous refusons une libéralisation irresponsable de l'agriculture et de l'alimentation, destructrice des

êtres humains et de l'environnement. La souveraineté alimentaire crée des liens de solidarité par delà les frontières et entre les différents secteurs de nos sociétés respectives.

Pour ce faire, nous demandons entre autres:

- Le droit de se protéger des importations à bas prix par le biais par exemple de taxes à la frontière. Il doit être possible d'interdire l'importation ou d'imposer des taxes spécifiques permettant de prendre en compte les externalités négatives de productions ne respectant pas les normes sociales, environnementales et de protection des animaux.

- De renoncer à toute forme de subventions à l'exportation.

- De garantir une information optimale aux consommateurs sur les conditions de production, de transformation et de commercialisation (l'ensemble du processus doit être pris en compte). Etiquetage adéquat, déclaration positive, etc.

- De mettre en place un organisme de répression des fraudes.

Uniterre s'engage pour la biodiversité et contre les OGM, le brevetage du vivant et les hormones dans la production animale. Nous travaillons à réduire notre impact sur le climat, à diminuer notre consommation d'énergie fossile et à contribuer à une production décentralisée d'énergies renouvelables.

Une agriculture durable, multifonctionnelle et proche de la population est indispensable. L'agriculture industrielle fait peser de lourdes menaces sur l'environnement et la santé publique; elle n'a pas d'avenir. Nous avons la volonté de produire une alimentation saine et de qualité. Nous souhaitons une agriculture qui préserve les ressources naturelles et le savoir-faire pour les générations futures.

Pour ce faire, nous demandons entre autres:

- De soutenir les initiatives visant à interdire le brevetage du vivant (semences, plantes, animaux de rente). Les semences et autres ressources naturelles doivent rester dans le domaine public. Des réseaux de semences paysannes doivent être encouragés.

- De soutenir le prolongement du moratoire sur les OGM.

- D'encourager la recherche publique et participative seule à même de garantir une certaine indépendance.

- D'encourager et financer les programmes de recherche visant à réduire la consommation d'énergie et les impacts sur le climat.

- D'encourager le développement d'énergies renouvelables sur les fermes notamment dans le cadre du débat sur la sortie du nucléaire.

- De dynamiser la production de cultures fourragères locales afin de réduire notre dépendance - irresponsable vis-à-vis de nos collègues du sud - aux grands bassins de production.

- De taxer le trop plein de kilomètres parcourus.

Uniterre est pour une augmentation des paysannes et paysans et pour une amélioration de la qualité de vie dans toute la filière. Un secteur économique qui vit est un secteur qui engage!

Nous souhaitons une société durable et pour atteindre cet objectif, il faut permettre le maintien et l'installation de nombreux paysan-ne-s, notamment des jeunes. Plus de paysan-ne-s signifie une meilleure qualité de vie. L'agriculture doit pouvoir fournir des emplois stables et de qualité, correctement rémunérés et garantir les droits sociaux. Pour maintenir des campagnes vivantes, nous devons favoriser la création d'activités nouvelles dans l'agriculture et dans les secteurs para-agricoles.

Pour ce faire, nous demandons entre autres:

- De soutenir, par la mise en place de crédits ou autres mesures législatives, l'aide à l'installation des jeunes plutôt que l'aide au départ.

- De soutenir la mise en place d'une convention collective de travail ou d'un contrat-type national contraignant pour les travailleurs-euses agricoles, de garantir une égalité de traitement pour tous les travailleurs-euses quelle que soit leur origine, ainsi que de reconnaître leur rôle d'acteurs sociaux indispensables à l'agriculture.

- D'encourager les filières agro-alimentaires de proximité, les projets de développement rural intégrés, générateurs d'emplois.

- De trouver des solutions pour faciliter la transmissibilité des exploitations agricoles. L'industrialisation de

l'agriculture, qui voit l'émergence de structures d'exploitations à fort capital, rend très difficile la transmissibilité de l'entreprise à la génération suivante ou à un repreneur extérieur à la famille.

- De reconnaître la diversité des types d'exploitations et renoncer à privilégier un type plutôt qu'un autre par le biais de mesures législatives (droit foncier rural, paiement direct, reconnaissance des entreprises agricoles etc.)

Le syndicat paysan suisse Uniterre

Soirées avec les candidats et les membres d'Uniterre

FRIBOURG: Jeudi 1^{er} septembre
20h Hôtel de Ville de Vaulruz

VALAIS: Vendredi 2 septembre
20h Salle du Vampire, Rue des Petits-Epineys 7, Martigny

VAUD: Mercredi 7 septembre 20h
Café le Tempo, rue du quai de la Thièle 3, Yverdon les Bains

JURA: Jeudi 8 septembre, 20h Café de la poste à Glovelier

GENÈVE: Jeudi 8 septembre 20h,
Au Grenil, 7 av. St Clothilde, Genève

NEUCHÂTEL: Vendredi 9 septembre 20h, Bar de la Fontaine, Léopold Robert 17, La Chaux-de-Fonds
VENEZ NOMBREUX!

Charta für eine bürgernahe Landwirtschaft auf der Grundlage der Ernährungssouveränität

Alle KandidatInnen der eidgenössischen Parlamentswahlen von den 10 Kantonen wo Uniterre vertreten ist haben diese Charta erhalten. Den Texte auf deutsch können sie unter:

<http://www.uniterre.ch/DE/Dossiers/Agarpolitik.html> herunterladen.

Alle Sektionen organisieren Info Veranstaltungen für KandidatInnen und Mitgliedern.

SOLOTHURN: Dienstag 6. September 20.00 Rest.Aarhof, Froburgstr.2, Olten

BERN: Do 8. September 19.30 Käfigturm, Marktgasse 67, Bern

BASELSTADT und BASELSTADT: Donnerstag 8. September 20.00 Roter Raum, Gundeldingerfeld (direkt neben Eoipso), Dornacherstrasse 192, Basel

ZÜRICH: Freitag 9. September 20.00, Volkshaus, Stauffacherstrasse 60, Grüner Saal, Zurich

KOMMEN SIE ZAHLREICH

MARCHÉ LAITIER

1 franc par litre, c'est possible aussi à Zurich

Depuis plus d'une dizaine d'années, le réseau de distribution de la marque Züri Natürli permet à de nombreux producteurs de lait situés dans les montagnes zurichoises, de toucher entre 0.80 et 1.00 CHF/litre pour leur lait de fabrication! Même si ces prix ne sont vraisemblablement pas – encore – équitables, ce projet est intéressant et novateur. Il est le résultat d'un partenariat constructif et fonctionne sans la grande distribution. Aujourd'hui, le réseau commercialise l'équivalent de 10 millions de litres de lait par an, provenant de 150 producteurs et de 27 fromageries de montagne.

En 1995, l'Union suisse du commerce de fromage est appelée à disparaître. Le secrétaire régional de l'époque, Alfred Gerber, et Alfred Biéri, fromager de profession, lancent une réflexion sur la valorisation du lait. Ils savent que sans un prix du lait convenable pour les producteurs, de nombreuses structures de production pourraient être abandonnées, tout comme une bonne partie des fromageries des villages réparties dans la région. Leur fermeture serait une catastrophe pour les emplois locaux, une perte économique non négligeable et la disparition d'un savoir-faire. Et cela aux portes de Zurich, l'une des villes les plus riches de la planète.

Convaincus qu'il y a «quelque chose à faire», ils lancent un projet de commercialisation en direct d'une palette de produits laitiers diversifiés et de très haute qualité, tous issus du travail des nombreux paysan-ne-s et des fromageries de l'Oberland zurichois. L'idée est de mettre sur pied une plate-forme centralisée, sous une marque commune, portée par l'association régionale des communes. «Züri Natürli» est ainsi né.

La mise en place effective du réseau n'a pas été simple. Sans les compétences, le fort engagement et la persuasion d'Alfred Gerber et d'Alferd Biéri, elle n'aurait sans doute pas été possible. Aujourd'hui, le réseau de vente «Züri Natürli» est bien établi. Mais quelles sont les clés de ce succès?

La motivation de tous les acteurs

Un tel projet ne se fait pas sans la motivation de l'ensemble des acteurs de la filière. Du paysan aux consommateurs finaux, en passant par les autorités communales et politiques ainsi que les fromagers.

L'effort de diversification a en effet engendré des bouleversements dans les fermes et dans les fromageries. Des paysans se sont reconvertis à d'autres élevages (ovins, caprins) et toutes les fromageries ont développé des spécialités en substitution de leur production traditionnelle d'Emmental ou de Tilsit.

Afin d'éviter des frais d'investissement élevés, inabornables pour les petites structures agricoles et fromagères, il fallu convaincre les communes d'investir dans le dépôt et la cave d'affinage centralisés.

Prix du lait, qualité et diversité des produits

Afin de motiver les producteurs à fournir

un lait d'excellente qualité sanitaire et organoleptique, un paiement à la qualité a été mis en place. L'interdiction des fourrages ensilés et une promotion de la qualité des herbages naturels font partie de la démarche. Ce système permet actuellement une rémunération des producteurs entre 0.80 et 1.00 CHF le litre pour du lait conventionnel. Afin de diversifier la gamme, certains producteurs se sont reconvertis au bio, à l'élevage de bufflonnes, de brebis ou de chèvres.

Le nombre important de fromageries du réseau permet la grande diversité des produits. Toutes se spécialisent dans des produits qui leur sont propres. Biéri

grande distribution et du risque de dépendance, les initiateurs du projet ont toujours refusé de travailler avec elle. Par contre, ils ont développé tous les autres canaux de vente. Ces derniers vont des foires à internet, en passant par des marchés, des magasins, des restaurants, des revendeurs (traiteurs, crémeries, boucheries) et l'accueil de groupes au lieu d'affinage.

Au total, l'écoulement des produits se fait sur 350 points de vente et auprès de 80 hôteliers. Plus de 20 groupes par mois sont accueillis dans le carnotzet de la cave d'affinage. Depuis 2010, à l'occasion des fêtes de fin d'année, il est possible de commander des paniers de produits.



S.A. au développement des nouveaux produits avec une fromagerie expérimentale pour mettre au point les nouvelles spécialités qui sont ensuite exploitées avec un système de licences, et contrôle la qualité finale. Les 27 fromageries, toutes de taille inférieure à 1'000'000 de litres par an, fournissent à la plate-forme une palette de 150 produits différents: laits frais, beurre, fromages frais, pâtes molles, mi-dures et dures. Cette diversité permet de fournir aux clients l'ensemble des produits laitiers dont ils ont besoin.

Le lait travaillé est cru et entier et la cave est équipée pour une thermorégulation optimale, sans circulation d'air.

Livrer partout sauf à la grande distribution

En raison du diktat des prix de la

marque régionale «Züri Natürli». Puis, la PZB ainsi que les 27 fromageries et les 150 producteurs se sont constitués en société anonyme (Regional Zentrum PZB SA). C'est à travers cette société que les communes ont investi les 4 millions de francs suisses nécessaires à la construction des infrastructures. Au sein de son conseil d'administration, seuls les membres du PZB sont considérés comme actifs et ont le droit de vote. Les fromageries, les producteurs de lait et quelques personnes individuelles sont membres passifs et n'ont donc pas le droit de vote. La SA est propriétaire de l'entrepôt et de la cave d'affinage. Ce dernier est loué de manière exclusive à la société Biéri AG.

Une logistique efficace et professionnelle

Au niveau pratique, la logistique est organisée de manière efficace afin à maintenir des coûts bas. Les détaillants ou les hôteliers passent leur commande chez Biéri AG tous les matins. Biéri AG répartit les commandes auprès de ses fournisseurs: les fromageries préparent les marchandises. Biéri AG passe chercher les commandes préparées et les achemine à la plate-forme de distribution. Biéri AG prépare ensuite les commandes pour les clients le jour même et effectue les livraisons. De cette manière, il n'y a pas de stock de produits frais. L'entrepôt est équipée d'un atelier de découpe et conditionnement des fromages.

Ce projet met en avant le potentiel économique d'un territoire agricole géré par de nombreuses familles paysannes et où la transformation n'est pas centralisée en plaine mais proche du lieu de production du lait. Ce projet montre que la diversité est une véritable richesse et qu'elle n'est pas antagoniste à la qualité, à l'innovation ou à la performance économique. Comme la vente directe, la réussite économique ne dépend pas que des coûts mais également des prix perçus par l'ensemble des acteurs, d'une logistique performante et d'un réseau d'acheteurs variés et exigeants.

Une fois de plus, les papes - les grandes surfaces et leurs puissants sbires politiques influents prônant la rationalisation et l'endettement agricole sont remis en question. Des alternatives sont véritablement possibles, à nous paysannes et paysans de les construire.

Nicolas Bezençon avec la collaboration de Dominique Barjolle. Pour en savoir plus, www.naturli.ch

VIE DU SYNDICAT

Une femme de caractère sur les crêtes du Jura

Christine Gerber est membre d'Uniterre depuis bientôt 20 ans. Depuis quelques années elle est active au sein du comité jurassien et du groupe des femmes Uniterre-Via Campesina. Elle a participé à de très nombreuses actions d'Uniterre, notamment autour des dossiers laitier et souveraineté alimentaire. Nous sommes allés la rencontrer mi-juillet entourée de son compagnon et de ses quatre filles.



Pour Christine Gerber, il est important d'amener leurs enfants sur le lieu de travail et de vie. Ici au jardin avec sa cadette Selima.

Christine Gerber est née sur une ferme dans le canton de Lucerne, dans une fratrie de trois filles et un garçon. Depuis toujours, elle a aidé son père sur l'exploitation, participant à tous les travaux. Il n'en reste pas moins que pour son père, il n'était pas envisageable de remettre la ferme à sa fille. Il estimait que la responsabilité d'un domaine devait incomber au garçon. Selon lui, les filles, ou femmes, sont très bien pour aider, mais le poids d'un domaine est trop lourd pour elles. Il valait mieux que Christine fasse jardinière ou paysagiste. Mordue du métier, Christine n'a pas lâché le morceau!

Christine, qu'as-tu fais quand tu as senti qu'il serait difficile d'accéder au domaine familial?

J'ai voulu prouver que j'étais capable dans ce métier. Je suis allée faire un apprentissage agricole à Courgenay et Vulliens contre l'avis de mon père et j'y ai perfectionné mon français. J'ai fais l'école d'agriculture de Cernier puis une matu professionnelle. Mon but

était de travailler au FiBL (Institut de recherche de l'agriculture biologique). J'ai essayé d'entrer à Zollikofen, mais j'ai échoué. Mon père était un pionnier du bio et je l'ai souvent accompagné à des rencontres au FiBL. Je suivais parfaitement sa philosophie du travail de la terre; c'est pourquoi j'ai eu de la peine à comprendre qu'il n'accepte pas de me remettre le domaine.

À défaut, je suis partie sur les routes du monde pendant huit ans tout en rentrant régulièrement en Suisse. Je suis allée en Irlande sur une exploitation avec des chevaux et des vaches laitières. Je suis ensuite revenue en Suisse et j'ai accompli - dans le schéma traditionnel - l'école ménagère à Courtemelon. J'ai alors effectué un stage d'une semaine chez une veuve avec plusieurs enfants à Saulcy. J'ai eu des excellents contacts avec cette famille et je suis restée proche d'elle au fil des ans. Au point d'accompagner cette dame pendant sa maladie jusqu'à son décès.

Je me suis rendue par trois fois au Canada où j'ai travaillé dans des fermes,

des maisons, des stations services, dans le tourisme; partout où la vie me menait. J'y ai fait de très nombreuses rencontres qui ont forgé mon caractère. Je suis aussi allée au Zimbabwe où des membres de ma famille vivaient, puis en Afrique du Sud, en Nouvelle Zélande, en Australie... Je voyageais seule, cela me permettait de me sentir libre. Comme je le disais, je rentrais en Suisse régulièrement et c'est à une de ces occasions que j'ai rencontré Clément, mon compagnon.

Clément est du Jura, ton canton «d'adoption»?

Oui, il vient de Saulcy. Il louait le domaine de son oncle à Fornet-Dessus depuis 20 ans. Nous avons décidé de vivre ensemble. A cette époque, comme j'avais aussi une passion pour les soins aux personnes malades, j'ai débuté une formation d'infirmière. Nous n'étions pas attachés viscéralement à la région et étions prêts à partir découvrir de nouvelles contrées. Fondamentalement, nous pensons que les racines peuvent se faire un peu partout; tant que nous aimons la terre, nous pouvons nous adapter. Mais c'est à ce moment que notre première fille, Olivia, est arrivée! Alors nous nous sommes dit: «pour nos enfants, il faut s'installer, avoir une ferme à nous» et j'ai renoncé à ma formation d'infirmière pour m'investir sur le domaine. Nous avons donc négocié, surtout moi, le rachat de la ferme de l'oncle de Clément. Un domaine de 30 ha dont 25 de prairies et le reste en cultures (orge, épeautre, avoine, pois, patates...). A cela s'ajoute des pâturages communaux. Nous avons 25 vaches laitières et nous livrons le lait à la fromagerie, à un kilomètre de là, pour la fabrication de Tête de Moine.

Tu dis que c'est toi qui a négocié l'achat?

Disons que j'ai un peu bousculé les choses. Tout le monde pensait que l'oncle de Clément ne voulait pas vendre, que la location était un très bon compromis. Qu'il ne fallait pas brusquer les habitudes et que c'était comme cela et pas autrement. Comme beaucoup de gens disent, j'ai un peu l'esprit de contradiction et ne suis pas vraiment prête au compromis. Clément et moi nous voulions nous engager, mettre notre énergie et notre âme dans cette ferme alors nous voulions qu'elle soit nôtre. En fait ce n'était pas si dur que cela. Nous avons acheté ensemble et avons fait une association simple. Quand il a fallu faire le contrat, le conseiller agricole nous a lu un contrat

pré-défini et tant l'un que l'autre, nous n'étions pas d'accord avec la plupart des points. Il nous fallait un contrat qui nous correspondait, qui reflétait notre mode de fonctionner. Plusieurs aspects ont ainsi été modifiés.

Vous vous êtes alors lancés dans une nouvelle aventure?

Il y avait beaucoup de travail de rénovation à faire dans cette maison qui a quatre cent ans. Nous avons une petite fille de quelques mois. Je ne me sentais pas à l'aise avec l'idée de la mettre dans un «parc» où elle pleurerait tout le temps. Et d'ailleurs les voisins disaient que cela ne se faisait pas de la laisser pleurer. Pour beaucoup de gens, sur la ferme, la femme a surtout sa place à l'intérieur, moins dans les travaux des champs. Alors je l'ai portée au dos, pendant que nous changions les tuiles du toit. Les voisins me trouvaient folle, mais au moins ils n'entendaient plus la petite pleurer qui avait retrouvé son calme contre moi. Ce n'est pas habituel de porter les enfants au dos ici; c'est plutôt à la mode dans les villes, mais à la campagne beaucoup moins.

Nous avons rénové notre habitation avec beaucoup de matériaux naturels. Je me suis renseignée et nous avons beaucoup lu de revues. Là encore certains artisans de la région étaient un peu surpris. Nous avons favorisé les artisans locaux et certains ont utilisé des matériaux qu'ils ne connaissaient tout simplement pas. Deux ans après, nous avons eu notre seconde fille, Emilia.

Comment vous organisez-vous pour la ferme?

Entre 2000 et 2007, nous fonctionnions pour la traite avec le frère de Clément qui venait de construire une étable et une salle de traite pas trop loin. Les vaches laitières étaient chez lui et nous gardions les génisses. Mais lors du décès de notre fils Felix, à sa naissance, nous avons voulu mettre de la vie, de l'activité sur notre ferme et avons repris les vaches. Cela a impliqué plus de travail car nous n'avions qu'un système de traite au pot. Mais cela correspondait à notre besoin de se recentrer, de pouvoir travailler ensemble et d'amener nos enfants sur notre lieu de travail et de vie. Nous avons eu ensuite nos deux autres filles Clara et Selina qui ont maintenant 2 ans et demi et 7 mois.

Tu ne sembles pas avoir trop de tabous?

Dans tous les domaines, j'aime tenter des expériences, comme dans

SUITE DE L'ENTRETIEN



Le couple d'exploitants associés Christine et Clément avec leur fille Clara.

la rénovation. Pour nos cultures par exemple, nous étions fatigués d'acheter des protéines pour nos vaches qui venaient de Chine ou de je ne sais pas trop où. Nous avons semé du lin, des pois. Ce n'était pas une grande réussite; mais pas un échec au point de ne pas vouloir recommencer. Nous cherchons depuis quelques temps à être autonomes au niveau des fourrages. Depuis cet hiver, nous n'avons plus fourragé de protéines et nos vaches ne semblent pas en souffrir. Reto Sonderegger, qui a travaillé comme secrétaire à Uniterre, était pour nous une très bonne référence dans ce domaine. Nous avons beaucoup parlé de ces aspects et avons rencontré d'autres personnes grâce à lui.

Par ailleurs, depuis deux ans, nous sommes en reconversion bio. S'il s'agissait de nous seulement, je ne suis pas sûre que nous aurions entamé le processus de certification bien que nous pratiquions déjà une agriculture presque totalement bio. Le label en soit ne nous intéresse pas vraiment, mais il permet une traçabilité nécessaire à la filière fromagère.

Cette agriculture bio, cela vous convenait à tous les deux?

Clément a toujours dit que l'agriculture dans la région était très proche du bio. Il a accepté de faire le pas de plus comme il le dit en rigolant à ses collègues: «pour la paix du ménage». Quoi qu'il en soit, les décisions quant à la ferme se prennent à deux. Clément et moi discutons des choix à faire. Dès fois, il essaie de me freiner quand je propose des choses qui ne sont pas dans les habitudes du coin, histoire de ne pas trop froisser... Alors j'apprends à mettre de l'eau dans mon vin.

Mais même si nous prenons nos décisions à deux, ce n'est pas encore une évidence dans la vie publique. Par exemple dans les assemblées paysannes, j'étais toujours considérée comme la porte-parole de Clément et non comme Christine, co-exploitante. Alors quand

des assemblées ont lieu, nous y allons à deux. Autre anecdote: quand des représentants viennent sonner à la porte et se retrouvent face à moi, ils demandent presque systématiquement «est-ce que le patron est là?». Si je réponds que la patronne est devant eux, ils insistent quand même pour voir «Monsieur». Alors Clément arrive, mais les prévient qu'ils ont très mal commencé la négociation...

A la maison comme sur la ferme, je tiens des fois tête et refuse de changer d'avis sur une option que je veux prendre. Un exemple que j'aime bien raconter, car il me fait rire, est quand j'ai voulu faire installer un robinet dans la buanderie qui soit suffisamment haut pour que la grand-mère puisse se laver la tête dans le lavabo. Tout le monde m'a dit, y compris les ouvriers et Clément, que plus personne ne faisait cela. J'ai insisté car j'ai toujours trouvé cela très pratique. Et aujourd'hui, celui qui en est le plus content, c'est Clément qui l'utilise régulièrement quand il revient de l'étable.

Faites-vous de la vente directe?

Nous ne sommes pas vraiment des «vendeurs». Nous sommes prêts à nous engager pour obtenir un prix du lait équitable, mais nous sommes contents que le produit fini soit ensuite vendu par d'autres. Nous avons été un peu échaudés par des clients qui, à l'époque, trouvaient que notre viande était trop chère.

Maintenant, des gens viennent pour acheter nos produits parce qu'ils nous connaissent, savent ce qu'il y a dans ces produits, l'âme et les convictions qu'ils contiennent. Et ils paient le prix, sans discuter. C'est aussi le résultat de notre chemin pour plus d'autonomie sur la ferme. Nous voulons réduire notre dépendance à l'importation et aux multinationales au strict minimum. Nous voulons rester «maîtres» de notre production, être en mesure de pouvoir tout expliquer.

Comment as-tu connu Uniterre?

C'est en 1993, quand j'étais au Jura, que j'ai fait connaissance avec le syndicat, ses idées et le journal. J'ai amené la vision de la production bio dans la région et le cousin de Clément m'a fait découvrir les visions d'Uniterre. Dès lors, je suis devenue membre, ce qui m'a permis de lire le journal lors de mes passages en Suisse et de prendre connaissance des idées.

Puis est venu le temps de s'engager plus activement dans le syndicat. Le comité jurassien cherchait du monde et Clément m'a dit: «si tu es prête à «perdre» du temps pour discuter et débattre, va à Uniterre, y a besoin de forces». Et je suis entrée au comité jurassien en même temps que Paul Sautebin. Je m'y sens bien, c'est là que je suis le plus à l'aise dans le monde paysan. Socialement, cela permet de créer des liens, les débats y sont intéressants. Nous avons une vision commune et nous nous soutenons, c'est très important!



Pour Christine, être militante active, c'est aussi faire participer la famille.

Tu es au comité jurassien, mais encore?

Je suis active dans le groupe femmes Uniterre-Via Campesina. Nous nous réunissons trois à quatre fois par an. J'aime bien ce cercle de femmes et je sens que j'ai un rôle à y jouer. Notre structure familiale est plus «traditionnelle» que chez d'autres femmes du groupe. Nous avons une ferme familiale et quatre enfants. Nous «ressemblons» donc à beaucoup d'autres familles paysannes, même si notre dynamique est peut-être un peu différente.

Dans ce groupe nous avons abordé différentes thématiques telles que la reconnaissance du travail de la paysanne notamment dans la politique agricole mais également au sein des familles, de son statut juridique, la souveraineté alimentaire ou la problématique de la violence faite aux femmes (campagne internationale de La Via Campesina).

C'est un peu difficile de faire plus pour Uniterre pour l'instant car j'ai

quatre enfants en bas âge et plein de projets à développer sur la ferme. Il y a deux ans, j'ai aussi été très active sur le dossier de la vaccination contre la maladie de la langue bleue. Je me suis rendue à l'Office vétérinaire fédéral avec un groupe de paysans pour discuter de la vaccination et de notre opposition au fait qu'elle soit devenue obligatoire. J'avais vu en Irlande que des cas de langue bleue étaient apparus et qu'ils n'en avaient pas fait tout un plat... Dans ce dossier, j'ai été particulièrement choquée par l'attitude arrogante des soi-disant experts. Notre parole n'était pas prise en compte. Mais j'ai beaucoup appris dans ce dossier, cette bataille a valu la peine d'être menée. Nous étions solidaires, soudés et nous ne nous sommes pas laissés faire ou démonter par les agronomes et vétérinaires. Une belle leçon de vie pour nous toutes et tous.

Pour toi, quels seraient les défis à mener avec Uniterre?

J'ai été beaucoup touchée par les paroles de Fernand Cuhe à la manifestation de Berne en avril dernier. Il a témoigné de l'évolution qui a eu lieu ces vingt dernières années dans notre société et du fait qu'Uniterre avait vu juste. Je pense qu'Uniterre a amené beaucoup de choses du point de vue écologique, respect des autres et solidarité avec le Sud. La société a aussi plus de respect pour nos produits et pour les paysannes. Uniterre y est pour beaucoup car le syndicat a su communiquer nos préoccupations au grand public. Ce que j'apprécie aussi à Uniterre, c'est que ce n'est pas une chapelle. Ce ne sont pas les «bio», les paysans «IP-Suisse», les producteurs de lait ou les engraisseurs, les petits ou les grands. Nous sommes simplement des paysan-ne-s animés par une vision commune. Le défi, je pense, est d'obtenir plus de respect et de tolérance entre nous, les paysan-ne-s. Nous devons encore absolument gagner cette bataille.

Propos recueillis par Valentina Hemmeler Maïga

Konzert und Treffen Uniterre - Sektion Bern und Region, 24. September 2011.

Ab 19h: Apéro im Bauernmuseum Althaus, Jerisberghof, Ferenbalm (BE)

Ab 20h: auf der Heubühne des Bauernmuseums: Konzert der Musikgruppe Absiits (mit Sämi Spahn und Köbi Alt von der Sektion Zürich von Uniterre), Denise Nägeli – Sopransax, Sämi Spahn – Tenorsax, Üse Junger – El. Gitarre, Köbi Alt – Gitarre, Dulzimer Blusharp.

Mehr Infos: www.bauernmuseum.ch

ÉTUDE INDÉPENDANTE

À quoi sert Uniterre ?

Des sociologues de l'Université de Fribourg mènent une étude indépendante pour mieux mettre en évidence les préoccupations des agriculteurs et agricultrices qui subissent depuis les années 1990 un très grand nombre de bouleversements ; ils aimeraient comprendre comment la défense professionnelle en tient compte. Pour Uniterre, cette étude permettra de mieux cibler le rayon de son action. Cette étude participative VOUS donne la parole, votre participation est donc TRÈS IMPORTANTE.

Analyser un monde en mutation

Depuis trois ans, une équipe de sociologues de l'Université de Fribourg a engagé une recherche financée par le Fonds national de la recherche scientifique suisse. Son objectif est de regarder de plus près les professions en forte transformation, comme celle des agriculteurs et des agricultrices, en enquêtant auprès de celles et ceux qui pratiquent le métier.

Une question importante pour l'avenir est de savoir comment ce groupe réagit aux mutations qui le concernent et quels moyens il développe pour défendre ses intérêts auprès du public et des instances politiques. Il s'agit également de mieux faire connaître un monde paysan souvent méconnu, voire caricaturé, et de montrer sa diversité.

Après une première série d'entretiens approfondis effectués auprès de paysannes et de paysans, nous nous intéressons spécifiquement, dans un deuxième

temps, au syndicat paysan Uniterre en tant qu'organisation qui fait parler d'elle et qui est peut-être considérée comme «atypique» comparativement à d'autres associations d'agricultrices et d'agriculteurs.

LE QUESTIONNAIRE QUE VOUS TROUVEREZ EN CARTES'ADRESSE DONC À VOUS, MEMBRES D'UNITERRE. Il vous demande ce que vous apportez à Uniterre, ce que vous en attendez et à quel degré vous y adhérez en fonction de votre situation personnelle et des conditions dans lesquelles vous exercez votre métier. Nous verrons ainsi comment Uniterre traite vos préoccupations et vos soucis quotidiens. Cela nous permettra de mieux mettre en évidence ses particularités.

Améliorer la visibilité

Répondre à ce questionnaire donne donc l'occasion aux agriculteurs et aux agricultrices d'Uniterre de faire entendre leur voix, de faire connaître

leurs préférences par le biais d'une recherche universitaire indépendante. Les résultats de cette recherche feront l'objet de communications dans différents lieux (par exemple: articles de journaux et de revues spécialisées, cours universitaires, conférences publiques).

Aspects pratiques

Le questionnaire est destiné aux membres qui exercent une activité agricole ainsi qu'à leur famille et à leurs employé-e-s. Il est donc possible de nous faire parvenir plusieurs questionnaires par famille ou par exploitation, en photocopiant le questionnaire si nécessaire. Nous vous serions reconnaissants de nous le (les) retourner par courrier ou de le remplir en ligne avant le 30 septembre 2011. La solution Internet est préférable car elle permet un traitement plus rapide et donc une meilleure diffusion des résultats. Les adresses postales ou du questionnaire en ligne figurent sur la page de garde du questionnaire.



Important : Les données individuelles que vous nous transmettez seront traitées en toute confidentialité et ne seront pas divulguées.

Nous vous sommes reconnaissants d'accorder un peu de votre temps à cette étude.

Muriel Surdez, professeure associée, Université de Fribourg

Une étude qui ne finira pas dans un tiroir

Uniterre utilisera les résultats pour communiquer aux consommateurs et politiciens et développer son rayon d'action en Suisse romande et en Suisse allemande. Pour Uniterre, cette étude pourrait s'avérer extrêmement utile dans la négociation d'une meilleure clé de répartition des contributions à la défense professionnelle et pour l'étude sur les contributions à la défense professionnelle mandatée lors de sa dernière AG.

Wozu dient Uniterre?

Ein Forschungsteam von Soziologinnen und Soziologen der Universität Freiburg führt eine unabhängige Studie durch, um zu verstehen, wie sich die zahlreichen und tief greifenden Veränderungen der Schweizer Landwirtschaft seit den 90er-Jahren auf den Alltag der Bäuerinnen und Bauern auswirken und welche Rolle die Interessenvertretung in diesem Kontext übernimmt. Anhand der Ergebnisse dieser Studie wird Uniterre ihren Handlungsrahmen gezielter ausrichten können. Die Studie erteilt das Wort an SIE, Ihre Teilnahme ist deshalb äusserst WICHTIG.

Analyse eines Berufsstandes im Umbruch

Seit drei Jahren analysiert ein Forschungsteam von Soziologinnen und Soziologen der Universität Freiburg die Schweizer Landwirtschaft. Das Projekt wird vom Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung finanziert und soll Berufe wie Landwirt/in, die starken Veränderungen unterworfen sind, näher untersuchen. Für die Studie werden die Berufstätigen direkt befragt.

Es ist für die weitere Entwicklung wichtig zu erkennen, wie diese Berufsgruppe auf die einschneidenden Veränderungen ihres Umfelds reagiert und mit welchen Mitteln sie ihre Interessen bei der Bevölkerung und in der Politik vertritt. Zudem soll der oft verkannte und karikierte Berufsalltag der Bäuerinnen und Bauern der breiten Bevölkerung näher gebracht und seine Vielfalt aufgezeigt werden.

Nach einer ersten Serie von ausführlichen Interviews mit Bäuerinnen und

Bauern interessiert sich das Forschungsteam nun für die Bauerngewerkschaft Uniterre. Letztere hat vermehrt von sich reden machen und wird im Vergleich mit anderen Landwirtschaftsorganisationen als „atypisch“ empfunden.

DER FOLGENDE FRAGEBOGEN RICHTET SICH ALSO AN SIE, MITGLIEDER VON UNITERRE. Sie werden gefragt, was Ihnen Uniterre bringt, was Sie von Uniterre erwarten, wie stark sie sich – angesichts ihrer persönlichen Situation und ihrem Arbeitsumfeld – mit ihren Werten identifizieren. Anhand Ihrer Antworten werden wir eruieren, wie Uniterre Ihre alltäglichen Sorgen und Probleme umgeht, und können daraus die besonderen Merkmale von Uniterre ableiten.

Sichtbarkeit verbessern

Mit diesem Fragebogen erhalten die Bäuerinnen und Bauern von Uniterre die Gelegenheit, ihre Stimme einzubringen; sie können ihren Präferenzen in einer unabhängigen, wissenschaftlichen Studie

Gewicht verleihen. Die Ergebnisse der Studie werden an mehreren Orten (z. B. Fachzeitschriften, Universitätskursen, öffentlichen Konferenzen) veröffentlicht.

Praktische Aspekte

Der Fragebogen richtet sich an alle Mitglieder von Uniterre, die eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausüben, und an ihre Familienangehörigen und Angestellten. Es ist also möglich, pro Bauernhof oder Familie mehrere Fragebögen auszufüllen (Fragebogen kopieren falls nötig). Bitte senden Sie uns die ausgefüllten Fragebögen per Post oder füllen Sie ihn online aus. Einsendeschluss ist der 30. September 2011. Es wird bevorzugt, dass Sie den Fragebogen online ausfüllen, denn so können die Daten einfacher bearbeitet und die Resultate schneller publiziert werden. Die Post- und die Internetadresse sind auf dem Deckblatt des Fragebogens abgeruckt.

Wichtig : Ihre Angaben werden vertraulich und anonym behandelt, persönliche

Daten werden nicht veröffentlicht.

Wir danken wir Ihnen bestens, dass Sie ein wenig Zeit für diese Studie aufwenden.

Muriel Surdez, assoziierte Professorin, Universität Freiburg

Eine Studie, die nicht in einer Schublade verschwinden wird

Uniterre wird die Ergebnisse der Studie im Dialog mit den Konsumentinnen/Konsumenten und den politischen Vertreterinnen/Vertretern anführen und ihren Handlungsrahmen in der Romandie und in der Deutschschweiz entsprechend ausrichten. Die Studie könnte sich auch bei den Verhandlungen um den Verteilungsschlüssel für die Beiträge der Interessenvertretung sehr nützlich erweisen. Auch bei der Studie zu diesen Beiträgen, die an der letzten GV von Uniterre beschlossen wurde, könnte die Umfrage von Nutzen sein.

INTERNATIONAL

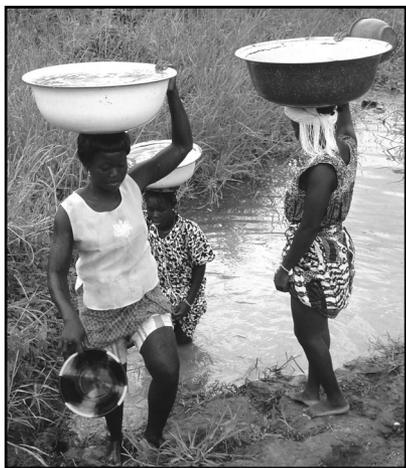
Créer des emplois agricoles en Afrique: une autre agriculture est possible!

Alors qu'un taux dramatique de chômage affecte l'Afrique, la main d'oeuvre agricole y ferait défaut. Comment expliquer ce paradoxe? Comment faire pour créer des emplois agricoles? Quelques réflexions sur la base d'une petite étude et de tests.

«C'est grâce aux employés agricoles que nous produisons un surplus, ce qui nous permet de vendre une partie des récoltes pour gagner un peu d'argent». C'est le point de vue d'un producteur des Plateaux (sud-ouest du Togo), qui s'était frotté à la production du café durant les années huitante. Entre-temps, il s'est reconverti dans le maraîchage pour le marché local et régional.

Pénurie de main d'oeuvre: un cercle vicieux

Or, nombreux sont les paysan-ne-s africain-e-s qui peinent à trouver une main-d'oeuvre suffisante. Les femmes (la population la plus pauvre) sont particulièrement concernées, comme exploitantes mais aussi comme travailleuses. Il faut dire que les temps ont changé: main-d'oeuvre familiale et entraide sont en régression. Les enfants vont plus souvent à l'école (tant mieux!), la polygamie recule, les jeunes partent chercher des emplois au Nigeria voire en Europe.



Créer des emplois agricoles: aussi pour les femmes!

Les conséquences du manque de bras sont graves: les superficies cultivées sont réduites et les opérations culturales sont réalisées trop tard ou négligées. Donc: faibles récoltes, bas revenus, malnutrition... et incapacité à recruter du personnel pour la prochaine campagne.

Prix des produits agricoles trop bas

Comment se fait-il qu'il soit si difficile de trouver des travailleurs, alors qu'énormément de personnes sont à la recherche d'emplois même ponctuels? «Le véritable problème (...) c'est le manque d'argent. Et ça, c'est dû aux faibles prix de nos produits sur le marché»

témoigne un producteur de maïs. La faible rémunération des produits: c'est la principale raison pour laquelle les salaires sont si bas et peu attractifs. Au moment des travaux agricoles, lorsqu'il faudrait embaucher, les agriculteurs ne disposent pas des liquidités requises.

Le dénigrement et la pénibilité du travail agricole sont certes une difficulté, mais elle semble surmontable: «si vous avez les moyens et vous payez correctement votre personnel, vous ne manquerez pas de main-d'oeuvre. Chaque année, il suffit de téléphoner pour que les manoeuvres descendent avec leur famille» indiquent des cultivatrices de soja au Centre du Bénin.

centaines de milliers de producteurs. Commencer par la mécanisation serait contre productif, vu que, justement, on ne veut pas remplacer le travail manuel par des machines importées. Quant à multiplier les Ministères de l'agriculture, de l'emploi, du développement, de la sécurité alimentaire, de l'économie... est-ce optimal pour forger une vision globale du développement?

... et c'est possible

Il existe des mesures assez simples, dont les résultats peuvent être rapides: par exemple permettre à des paysan-ne-s de se rendre en ville et d'identifier précisément la demande en aliments; discuter avec les intermédiaires de

partie du blé importé, le soja, etc. les exemples se multiplient, d'une agriculture créatrice d'emplois et de produits sains, durable écologiquement, au service des consommateurs, des paysan-ne-s, des salarié-e-s et des intermédiaires honnêtes.

Les États ont également leurs responsabilités à assumer. Éviter de dilapider leurs maigres moyens dans des filières d'exportation dont les principaux bénéficiaires seront Barry Callebaut, Nestlé et consorts. Appliquer les lois interdisant les aliments frelatés et malsains. Et protéger contre la concurrence déloyale les filières locales qui cherchent à se développer. Bref, mener une politique de souveraineté alimentaire.

Thierry Pleines, responsable du Programme Togo-Bénin de Brücke - Le pont
thierry.pleines@bruecke-lepont.ch



Penser global, manger local: pour créer des emplois en Afrique.

Une agriculture génératrice d'emploi: c'est nécessaire...

Mamadou Cissokho, ancien Président du ROPPA: «Actuellement en Afrique de l'Ouest, seule l'agriculture peut créer suffisamment d'emplois. Cependant les jeunes ont besoin de 2'000 euros par an, et non pas des 200 euros actuels». Depuis quelques années, même les «experts» économistes des grandes institutions le reconnaissent: le moyen le plus rapide de créer des emplois est de développer l'agriculture africaine.

Mais pour que les investissements agricoles soit synonymes d'emplois, il y a des habitudes à bousculer. Développer des filières productivistes d'exportation axées sur les intrants serait peu judicieux, comme l'a douloureusement montré l'exemple du coton, qui a appauvri des

solutions pour mieux répondre à ces besoins; faciliter la création d'organisations paysannes rendant des services optimaux à leurs membres, non calquées sur des schémas préétablis.

400 éleveurs-euses de poulets et une trentaine de commerçants l'ont testé au Togo. Ayant constaté la demande pour du poulet sain et local (à un prix final double de celui des abats de poulets européens surgelés), ils se sont immédiatement mis au travail et ont construit des centaines de poulaillers rustiques pour produire à ce prix. Les commerçants sont en train de s'organiser pour installer un micro-abattoir, afin de fournir du poulet frais équarri aux clients qui n'ont plus le temps de transformer des poulets vivants.

Avec l'huile rouge locale, le riz étuvé, la farine de sorgho qui remplace une



Pour une agriculture intensive en main-d'oeuvre.

Etude de l'emploi agricole au Togo et au Bénin

L'agriculture repose sur de petites exploitations familiales. Le nombre moyen d'actifs par ménage est de 2 à 4 personnes. 83% de la main-d'oeuvre salariée a moins de 40 ans et n'est pas formée techniquement. Les femmes sont surtout sollicitées pour les activités délicates, les hommes pour les travaux lourds. C'est essentiellement pour les cultures destinées à la vente, au sud des 2 pays, que des employés sont régulièrement engagés. La rémunération est majoritairement forfaitaire: par unité de superficie et selon le degré de pénibilité de l'activité demandée. Les travaux sont essentiellement manuels, l'utilisation de la traction animale ou d'appareils motorisés étant rares.

L'étude, réalisée en 2009 au Togo et au Bénin auprès de 785 personnes est consultable sous:

<http://www.bruecke-lepont.ch/index.php?id=72&L=1>

BRÈVES

Nouvelle supercherie? La COOP commercialise des yogourts bio équitables!

Les labels Max Havelaar et Bio trônent, côte à côte, bien en vue sur certains yogourts au café ou au chocolat de la gamme Naturaplan de Coop. A l'achat, les clients sont donc persuadés d'acquiescer le meilleur des produits qui existe, à savoir équitable pour les paysans suisses et bon pour l'environnement. Or il n'en est rien. La réalité est bien différente, comme souvent avec la grande distribution.

La préparation appelée yogourt, au sens stricte du terme n'est composée que de lait. Ce qui est ajouté vient en complément et ne sert qu'à modifier le goût.

Partant de ce constat, on peut considérer que le yogourt est composé à 100% de lait et représente 99% du poids total du produit final, celui qui est vendu. Les 1% restant étant attribué aux produits ajoutés, tel que du sucre ou différents arômes ou extraits. Dans le cas qui nous concerne, seul le sucre de canne et l'extrait de café sont équitables. La COOP appose donc sur ses emballages

un label équitable qui ne représente en soi pas même 1% du poids total du produit!



Alors qu'Uniterre et les paysans se battent tous les jours pour obtenir un prix du lait équitable, cette supercherie marketing est du plus mauvais goût et à

de quoi agacer les producteurs comme les consommateurs.

Jusqu'à aujourd'hui, les dirigeants de COOP ont toujours refusé de commercialiser du lait suisse équitable, tant à Genève, sous le label Genève région Terre Avenir, qu'ailleurs en Suisse, «parce que cela voudrait dire que tous les autres laits suisses de COOP ne sont pas payés équitablement...» nous ont-ils rétorqués.

C'est quoi Fairtrade?

Pour ajouter à la confusion, Max Havelaar semble avoir des règles bien souples quant à l'octroi de son label. Selon son site internet, les produits composés (par exemple le chocolat) sont soumis à de nouvelles règles:

«a) Les produits composés doivent contenir autant d'ingrédients Fairtrade disponibles.

b) Les produits composés doivent contenir au moins 20% d'ingrédients Fairtrade (par rapport au poids ou au

volume; en outre, pour les boissons à haute proportion de liquide, comme toujours par rapport au poids à sec).

c) Il doit être indiqué au dos de l'emballage quel est le pourcentage minimum d'ingrédients certifiés Fairtrade».

Mais oui, vous avez bien lu, 20% du poids...il y a de quoi se demander si à ce taux là si cela vaut encore la peine de cautionner... A force de vouloir satisfaire l'industrie et la grande distribution, Max Havelaar risque de se brûler les doigts! Affaire à suivre...

Nicolas Bezençon

PIC-NIC DE L'ACAR

L'Action chrétienne agricole romande et la Coopérative solidarité paysanne invitent leurs ami-e-s paysan-ne-s à leur traditionnel pic-nic: **dimanche 28 août 2011 à Villaraboud: 10h30: messe 11h30: apéro suivi du repas. Apporter vos boissons, la nourriture est offerte. Discussions et échanges suivent.**

Votre avis nous intéresse!

Le Journal est le reflet des activités du syndicat et des discussions menées au sein des commissions thématiques (lait, grandes cultures-viande, vente directe, accès à la terre, international, femmes).

C'est le lien privilégié de communication entre les membres du syndicat, bien que les nouvelles technologies (sms, facebook, internet) complètent intelligemment ce média papier que vous tenez entre vos mains.

Nous souhaitons que ce journal se fasse l'écho des intérêts et des préoccupations des paysan-ne-s à tous nos lecteurs et au delà. Qu'il soit là pour susciter la discussion, qu'il interpelle, qu'il contribue au débat! Pour réussir ce défi au quotidien, nous avons besoin de votre opinion, que vous nous transmettiez vos remarques positives ou négatives sur le contenu:

Que préférez-vous y lire?

Comment l'améliorer?

Qu'est-ce qu'il manque?

Merci de nous faire part de vos remarques:

a.gueye@uniterre.ch; 021 601 74 67 ou par courrier postal!

AGENDA

1er au 9 septembre: soirées pacte agricole dans les sections (voir page 2)

2 septembre: comité d'Uniterre, Fribourg

16 septembre: forum «alimentation et santé» au Comptoir Suisse à Beaulieu Lausanne: 13h30-16h30

20 septembre: Plate-forme nationale sur la souveraineté alimentaire: 10h45-16h au Comptoir, Beaulieu-Lausanne,

22 septembre: «Quelle agriculture pour nourrir le monde», org. Swissaid avec Assetou Samaké, Mali, Gangula Ramanaeyulu, Inde, Arnold Schöri, Changins, Pascal Boivin, HEPIA-Genève, Anne Gueye Girardet, Uniterre

23 septembre: délai signature du pacte pour une agriculture citoyenne basée sur la souveraineté alimentaire.

La Mobilière Assurances & prévoyance

La Mobilière privilégie les intérêts de ses clients. Cette année, plus d'un million d'assurés bénéficient ainsi d'un rabais sur leurs primes représentant un montant total de 110 millions de francs. Aussi pour les agriculteurs, profitez-en!

www.mobi.ch

Metrabol

Bolus après-vélagé
Nettoyage et tonus

Taritral

TARIR avec la nature
sans antibiotique

Ovulitral

Le geste
FERTILITÉ

LGC SA
1627 Vaulruz

www.altagenetics.ch 026 913 79 84

Responsable du journal:

Anne Gueye-Girardet, a.gueye@uniterre.ch

Imprimerie, annonces:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Secrétariat du syndicat:

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.
Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75,
Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse:

Patricia Gaillet, 1564 Domdidier Tél. 026 675 16 46,
Fax 026 675 16 36, p.gaillet@uniterre.ch
Fr. 150.-paran, CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen,
Compte Uniterre No 28496.55, 1564 Domdidier

Commission «parl delait, 1.-pour le paysan»: Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, lait@uniterre.ch

Commission grandes cultures et viande: Nicolas Bezençon, gcviande@uniterre.ch

Commission internationale Uniterre:

Rudi Berli, 8 rue Lissignol, 1201 Genève
Tél. 078 707 78 83, ciu@uniterre.ch

Coordination Européenne Via Campesina:
Anne Gueye-Girardet, a.gueye@uniterre.ch

Commission vente directe:

Nicolas Bezençon, n.bezencon@uniterre.ch

Commission jeunes-accès à la terre:

Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch